

L'Europe selon Guy Verhofstadt

L'Union européenne (UE) cherche à se réformer. Pour y arriver, le Parlement européen a notamment demandé à Guy Verhofstadt de plancher sur l'avenir institutionnel de l'UE. Le chef du groupe des libéraux déplore les trop

nombreuses exceptions accordées aux Etats membres. Pour l'ancien Premier ministre belge, il faut créer un nouveau statut, en plus de celui d'Etat membre. « Cessons de tenter de garder tout le monde à bord en multipliant

les exceptions. Ceux qui préfèrent rester à la marge plutôt qu'au cœur de l'Union bénéficieraient d'un statut de "membres associés" », dit-il. Guy Verhofstadt demande aussi la création d'un véritable ministre des Finances de l'Union. ■

Le plan Verhofstadt pour l'Europe

- Le leader libéral a présenté au Parlement européen son projet de rapport sur l'avenir de l'UE.
- Un modèle avec « moins de bureaucratie et plus de politique ».

L'Union européenne a un sacré besoin de se réformer. Le référendum britannique a dramatisé, comme jamais, ce constat partagé pourtant depuis longtemps déjà par les opinions publiques comme par les dirigeants européens. C'est ce qui a amené les vingt-sept chefs d'Etat ou de gouvernement à décider d'un sommet informel extraordinaire le 16 septembre prochain à Bratislava où ils commenceront à

plancher sur le sujet.

Le Parlement européen (PE) a quant à lui lancé ses travaux il y a quelques temps déjà. Et celui qui sera l'un des animateurs principaux de ce débat à l'Assemblée vient de présenter sa contribution. Guy Verhofstadt, chef du groupe ALDE (libéraux et centristes) au Parlement européen est le rapporteur de trois rapports sur l'avenir de l'UE que cette institution a lancés cette année. Les eurodéputés allemand Elmar Brok (PPE, droite modérée) et italienne Mercedes Bresso (S&D, sociale démocrate) planchent sur les améliorations qu'on pourrait apporter à l'UE dans le cadre des traités existants. La socialiste française Pervenche Bérès et le conservateur allemand Reimer Böge ont été investis du rapport sur les réformes de la gouvernance de la zone euro. Enfin, l'ex-Premier ministre belge, qui avait lancé le processus menant au traité de Lis-

bonne, a été chargé du rapport sur les évolutions possibles de l'UE en dehors du cadre des traités actuels.

C'est son projet que Guy Verhofstadt a présenté officiellement ce mardi en commission parlementaire des Affaires constitutionnelles du PE, et dont il a expliqué la philosophie à un groupe de journalistes européens lundi soir. « Ce n'est pas un luxe d'avoir trois rapports sur l'avenir de l'Europe, expliquait Verhofstadt. Et nous les réalisons en parallèle et en concertation, dans la même direction, et avec les mêmes définitions. » Le plan de Verhofstadt va maintenant faire l'objet de travaux classiques au sein de la commission parlementaire, avec dépôts d'amendements et débats. L'objectif du Parlement consiste à atterrir avec les trois rapports adoptés de façon à disposer d'une proposition globale pour le mois d'octobre. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

LES PROBLÈMES

« On n'a pas une seule UE »

Verhofstadt identifie deux principales raisons à l'embourgeoisement européen.

1 Le déplacement du centre de gravité vers le Conseil (les Etats). C'est ce que, dans le jargon européen, on appelle le « système intergouvernemental », où ce sont les capitales qui décident entre elles, alors que le projet européen était basé sur la « méthode communautaire », où les institutions communes sont censées décider de l'intérêt européen commun. Verhofstadt, qui en a fait l'expérience lui-même pendant ses huit années à la tête du gouvernement belge, rappelle que si le traité de Lisbonne a réduit les matières où les décisions se prennent à l'unanimité, celle-ci prévaut quand même : « Au Conseil, on cherche toujours à trouver des compromis sur les plus petits communs dénominateurs. » Ce qui ralentit considérablement les décisions. Guy Verhofstadt annonce d'ailleurs une prochaine annexe à son rapport où il listera toutes les décisions

européennes actuellement bloquées au niveau du Conseil.

2 L'Europe à la carte. C'est, selon le leader libéral européen,

l'autre plaie européenne : les exceptions, « opt out » (option à rester en dehors d'une politique commune) et autres « opt in ». « On n'a pas une seule UE. On a l'UE de Schengen, l'UE de la zone euro, l'UE du traité budgétaire, l'UE du brevet européen... » Cela produit un déséquilibre dans le fonctionnement de l'UE qui, ajouté au défaut précédent, ne fait, selon Verhofstadt que ralentir encore plus la prise de décisions. « Tout le monde répète tout le temps que le problème n'est pas que les décisions ne sont pas prises, mais qu'elles ne sont pas mises en œuvre. Mais si c'était un problème de mise en œuvre, il suffirait alors de changer ceux qui n'appliquent pas les décisions (les dirigeants nationaux, NDLR) par d'autres qui les appliqueraient, expliquait Verhofstadt en faisant rire ses collègues en commission. Mais non : c'est un problème structurel évidemment. » L'ex-Premier résume son constat des déficiences avec cette jolie formule : « Il y a trop de bureaucratie, mais pas assez de politique. »

LES SOLUTIONS

Un code de convergence

1 Un statut d'Etat membre plein et un statut d'associé.

« Cessons de tenter de garder tout le monde à bord en multipliant les exceptions. Ceux qui préfèrent rester à la marge plutôt qu'au cœur de l'Union bénéficieraient d'un statut de "membres associés" », dit Verhofstadt.

Quels seraient les droits et bénéfices de ce statut ? Le rapporteur laisse la question en suspens, à préciser lors des travaux ultérieurs. « Mais ce statut pourrait être celui d'un Royaume-Uni sorti de l'UE, de la Norvège actuellement liée par son appartenance à l'Espace économique européen, voire même, ose Verhofstadt, de la Turquie, un jour peut-être... »

2 Fusionner tous les outils de la gouvernance écono-

mique. La gouvernance économique repose aujourd'hui sur deux piliers : le Pacte de stabilité et de croissance et un système de sauvetage. « Mais soyons honnêtes : le Pacte de stabilité ne fonctionne pas et ne fonctionnera jamais, alors

qu'on l'a renforcé à trois reprises. Il y aura toujours des raisons économiques ou politiques pour ne pas l'appliquer, comme on le voit encore aujourd'hui avec l'Espagne et le Portugal. » (lire page de droite)

Le libéral propose de fusionner en un « code de convergence » unique, obligatoire et qui conditionnerait l'accès aux fonds européens et projets d'investissements, tous les instruments existants : les procédures de déficit et dette, de déséquilibres macroéconomiques, les recommandations par

pays, etc. Mais ce « code de convergence » serait assorti d'une capacité fiscale propre à l'Union ou d'un instrument de dette commune. Le tout sous la supervision d'un véritable ministre des Finances de l'Union.

3 Une architecture institutionnelle plus démocratique, transparente et responsable. Verhofstadt ne propose pas de chambouler les structures, mais d'y apporter des modifications substantielles. La Commission européenne deviendrait un vrai gouvernement serré, où tous les pays ne seraient plus représentés. Il comporterait deux vice-présidents : le ministre des Finances et un ministre des Affaires étrangères, unique représentant de l'Union dans toutes les enceintes internationales. Le Conseil

européen (chefs d'Etat ou de gouvernement) et le Conseil de l'UE (les conseils des ministres thématiques) deviendrait le Conseil des Etats, qui déléguerait certaines compétences thématiques à des conseils spécialisés. Chaque pays déciderait quels représentants (ministres ou parlementaires) il enverrait l'y représenter. Le Parlement européen serait élu sur base de deux votes par citoyen, portés sur des listes nationales et une liste européenne. Chacune de ces trois institutions disposerait du droit d'initiative législative, réservé jusqu'à présent à la Commission. Enfin, les parlements nationaux hériteraient d'une « carte verte » leur permettant de soumettre des propositions législatives au Conseil des Etats.

J.KZ

LES QUESTIONS

« Il faut une autre méthode d'intégration »

Au fil des années et de ses plaidoyers pour une meilleure intégration européenne, Guy Verhofstadt s'est fait une réputation en Europe de fédéraliste, de « radical » de l'intégration, voire de rêveur. Ses propositions suscitent des critiques très concrètes...

- Ce n'est pas le moment pour plus d'intégration européenne, il ne faut pas « plus d'Eu-

rope », mais une « meilleure Europe », entend-on beaucoup aujourd'hui. Verhofstadt évacue désormais comme suit le reproche du « trop d'Europe » : « La question n'est pas "plus" ou "mieux" : il faut une autre méthode d'intégration. »

- Les opinions publiques rejettent l'Europe.

L'ex-Premier belge dégage les derniers sondages Eurobaromètre, d'où il ressort que sur quasiment tous les enjeux du moment, les citoyens répondent que c'est de l'Europe que doivent venir les solutions. Plus philosophiquement : « L'opinion publique, cela n'apparaît pas tout seul. Il faut d'abord

des idées pour que se forme une opinion publique. »

- En commission des Affaires institutionnelles où il présentait son projet mardi, le député hongrois Schopflin (PPE) et polonais Ujazdowski (ECR, eurosceptiques) rejetaient le principe d'ôter des pouvoirs aux Etats nationaux.

Ce en quoi ils se font les porte-parole non seulement de leur pays, mais de nombreux gouvernements, y compris ceux de pays fondateurs (dont l'Allemagne) qui, sans le claironner, resserrent toujours plus leur étreinte sur les processus de décision européens.

- Barbara Spinelli, eurodéputée de la gauche radicale italienne, et fille du « père fondateur » Altiero Spinelli, portait mardi la critique de fond sur les pro-

positions de réforme de la gouvernance économique de Verhofstadt : « Cela reste une politique d'aus-térité critiquée de manière radicale même par le Fonds monétaire international. Le traité budgétaire [intergouvernemental] ne sera pas meilleur ou plus juste parce qu'il sera intégré dans le système communautaire... »

J.KZ

budget Le Portugal et l'Espagne sanctionnés ?

L'Espagne et le Portugal, qui n'ont pas pris les mesures nécessaires convenues avec l'Europe pour corriger leur trajectoire budgétaire en 2015, seront-elles frappées de sanctions financières ? Ce serait une première historique qui tomberait au plus mal pour la réputation de l'UE, du moins dans sa partie plus méridionale (qui comprend la Belgique francophone) très remontée contre la pensée unique « austéritaire »...

« Il faut appliquer les règles intelligemment... » Quand c'est Michel Sapin, le ministre français des Finances qui parle, on comprend que c'est le camp de la gauche et des colombes de la rigueur qui parle, pour dire qu'il ne faut surtout pas appliquer les règles. Mais lorsque c'est le ministre slovaque Peter Kazimir, un faucon, actuellement président semestriel du Conseil des ministres des Finances (Ecofin) qui se dit, mardi, « sûr qu'on trouvera un résultat intelligent

et malin à la fin », on comprend qu'il y a fort peu de chances que effectivement sanctionnés.

Légalement, la Commission européenne a bien été obligée la semaine passée de constater les dérapages avérés des deux pays. Et le Conseil Ecofin a été tout aussi obligé, mardi, d'entériner ce constat, ce qui entraîne l'obligation pour la Commission de proposer des sanctions contre ces deux pays sous vingt jours. Des sanctions qui peuvent atteindre 0,2 % des produits intérieurs bruts respectifs et la privation de leurs fonds européens pour l'année prochaine. Mais l'Espagne et le Portugal peuvent introduire un recours, comprenant de nouveaux engagements. Ce que le ministre espagnol s'est empressé d'annoncer pour la semaine prochaine...

La Commission va donc plus que probablement prendre en compte les situations économiques (« le chemin parcouru »

en matière de réformes et d'efforts) ou politiques (l'absence de gouvernement espagnol après deux élections en six mois) pour prononcer des sanctions équiva-

sanctions seraient politiquement suicidaires dans le contexte européen actuel (bien qu'au nord de l'Europe, les opinions publiques sont sévères quant au supposé laxisme dont bénéficient les pays du sud), elles sont aussi inimaginables pour le Portugal. La dette souveraine de ce pays est cotée actuellement par les agences de notation à un cran au-dessous du niveau des obligations « pourries » ; des sanctions financières aggraveraient encore sa situation budgétaire, déclenchant probablement la nécessité d'un nouveau plan de sauvetage qui devrait être financé par le reste de l'Eurozone. Cela fait envie ? Pas vraiment. Et en Allemagne pas plus qu'ailleurs... ■

J.Kz

EUROGROUPE

Van Overtveldt veut des règles plus souples

Lundi, lors de la réunion des ministres des Finances de la zone euro (Eurogroupe), Johan Van Overtveldt a plaidé pour un assouplissement des règles budgétaires européennes, afin de dégager des marges de

manœuvre pour les investissements dans les infrastructures publiques. Le ministre belge des Finances reste partisan de la discipline budgétaire. Il n'est pas question de remettre en

cause la trajectoire vers l'équilibre budgétaire (structurel) ni l'objectif de réduction du poids de la dette publique, a-t-il expliqué. En revanche, il juge

opportun de revoir les règles afin de pouvoir amortir les investissements publics sur un plus grand nombre d'années, comme le font les entreprises. La question va être étudiée par un groupe de travail et reviendra à l'agenda de l'Eurogroupe à l'automne.

J.KZ